

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE

Usine d'AUCHEL (62)
BP 40415
60110 Méru

Références : Equipe 4 0052-2025
Code AIOT : 0007001097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE implanté Boulevard de Mailing Zone Industrielle 62260 Auchel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du site Faurecia à Auchel a été menée dans le cadre d'une pollution aux hydrocarbures constatée dans le cours d'eau "le fossé Rimbert", voisin de la zone industrielle d'Auchel et dans lequel se déversent les eaux pluviales de la zone.

L'inspection a été informée de cette pollution par l'office français de la biodiversité (OFB) le 20 janvier 2025. A la connaissance de l'inspection et au jour de la rédaction du rapport, aucune plainte n'a été déposée pour la pollution relevée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE
- Boulevard de Mailing Zone Industrielle 62260 Auchel
- Code AIOT : 0007001097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAURECIA exerce sur le territoire de la commune d'AUCHEL une activité de production de pièces en matières plastiques pour l'automobile. Ces pièces sont destinées à l'habillage intérieur des véhicules.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et fonctionne actuellement sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 26 juin 1986.

Compte tenu de la diminution du volume d'activités et de l'arrêt des activités de moussage (rubrique 2660) et de peinture (rubrique 2940), l'exploitant a déposé une demande de déclassement à déclaration des activités du site. Cette demande est en cours d'instruction par les services de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déversements accidentels	Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Entretien des dispositifs de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1°	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
3	Contrôles périodiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite conduite sur le site FAURECIA à Auchel le 23/01/2025, l'inspection a constaté un manque d'entretien des réseaux et des dispositifs de traitement des eaux pluviales ainsi qu'un risque de déversement d'huiles hydrauliques au réseau, induit par l'absence des rétentions requises.

Sans faire de lien direct avec la pollution relevée dans le cours d'eau voisin, ces manquements engendrent néanmoins un risque de pollution des eaux superficielles et souterraines et constituent

une non-conformité aux dispositions réglementaires.

Aussi, l'inspection propose à M. Le préfet du Pas-de-Calais de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires en matière d'entretien des réseaux (art.n°43 -1°- II de l'arrêté ministériel du 02 février 1998) et de rétention des stockages de produits potentiellement polluants (art. n°3-4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/86).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Le plan des réseaux a été présenté en séance. Celui-ci fait apparaître les secteurs collectés, les séparateurs d'hydrocarbures et les points de rejet. Certains éléments présents sur le plan semblent néanmoins ne plus plus exister sur le site (présence d'un séparateur d'hydrocarbure supplémentaire..).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre à jour le plan des réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déversements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles. A cet effet: <ul style="list-style-type: none">• le stockage et le transvasement des liquides de quelque nature qu'ils soient ne pourront être effectués que sur des aires spécialement aménagées de manière à ce que les liquides accidentellement répandus ne puissent se propager au loin et être déversés directement dans le milieu récepteur,

- toutes précautions seront prises pour qu'il n'y ait aucune possibilité de contamination de la nappe souterraine par les liquides et autres produits stockés et utilisés dans l'établissement.

Constats :

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les cuves de stockages des huiles hydrauliques neuves et usagées sont disposées dans un bâtiment sous rétention. Cependant, les conduites de vidange et de remplissage des cuves sont situées à l'extérieur du bâtiment et l'aire de dépotage des huiles hydrauliques ne constitue pas une rétention. Aucun dispositif n'est prévu pour recueillir les huiles en cas d'incident lors du dépotage ou de rupture d'une conduite ou d'une vanne à l'extérieur du bâtiment. Les huiles hydrauliques seraient alors directement déversées au réseau des eaux pluviales.

En outre, aucune procédure organisationnelle des opérations de dépotage n'a pu être présentée en séance.

L'inspection a constaté la présence, sous la conduite de dépotage, d'une boîte en plastique d'une contenance d'environ 1 litre, pleine d'huile hydraulique qui débordait.

Enfin, l'inspection a constaté, sur une aire extérieure, la présence de GRV contenant des huiles hydrauliques et stockés sans rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place les dispositions techniques et organisationnelles pour empêcher tout déversement accidentel d'huiles hydrauliques dans le réseau des eaux pluviales, susceptible d'entraîner une pollution des eaux de surface ou souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Contrôles périodiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1986, article 3-12

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Des prélèvements, analyses et tout contrôle de la qualité et du débit des eaux rejetées pourront être effectués à la demande de l'inspecteur des installations classées par un organisme indépendant. Les frais de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance le rapport du dernier contrôle effectué sur les rejets des eaux pluviales en date du 19 décembre 2023. Les résultats de ce contrôle ne montrent pas de dépassement des valeurs limites.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans la mesure où le dernier contrôle des rejets des eaux pluviales a été réalisé il y a plus d'un an, l'exploitant procédera dans les meilleurs délais à un nouveau contrôle et transmettra les résultats à l'inspection dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Entretien des dispositifs de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-1°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. »</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement des parkings, aires de circulation, aire de dépotage et de stockage des huiles, sont collectées et traitées sur le site par deux débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>Aucun protocole de surveillance et d'entretien des réseaux et des dispositifs de traitement n'est défini par l'exploitant. L'exploitant n'a pas pu justifier en séance d'un entretien datant de moins d'un an. En outre, aucune justification du bon fonctionnement des séparateurs d'hydrocarbures n'a été fourni.</p> <p>Une inspection d'une partie du réseau de collecte des eaux pluviales et des séparateurs d'hydrocarbures a été réalisée en présence de l'exploitant. La visite a révélé la présence d'huile hydraulique (de couleur verdâtre) dans les réseaux, ainsi que dans les séparateurs d'hydrocarbures. En outre, les séparateurs d'hydrocarbures sont apparus "engorgés" (présence d'huiles dans les deux compartiments des séparateurs, présence de débris à la surface...). Le flotteur dans la partie déshuileur n'était pas visible.</p> <p>A noter également la présence d'huile hydraulique en quantité importante dans le séparateur présent en proximité direct de l'aire de dépotage des huiles.</p> <p>Les constats réalisés montrent un défaut d'entretien des réseaux et des dispositifs de traitement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant devra dans un premier temps procéder au curage/nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures et à la vérification du bon fonctionnement de ces derniers qui devra être attestée. Les justificatifs seront transmis à l'inspection incluant les bordereaux de suivi des déchets.

Afin de prévenir tout dysfonctionnement des ouvrages, un protocole d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures devra également être formalisé incluant des vérifications et surveillances périodiques (épaisseur de surnageant et épaisseur de boues en fond d'ouvrage) ainsi qu'un curage à minima annuelle et une vérification de bon fonctionnement des éléments des séparateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois